



*Liberté • Égalité • Fraternité*

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Saint-Denis, le 13 mai 2019

DIRECTION DES ENTREPRISES,  
DE LA CONCURRENCE DE LA  
CONSOMMATION, DU TRAVAIL  
ET DE L'EMPLOI DE LA REUNION

**Décision DIECCTE-2019-15**  
**portant délégation de signature des compétences propres**  
**relevant du champ des politiques du travail**

**Le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation,**  
**du travail et de l'emploi de La Réunion,**

- Vu** le Code du travail, notamment les articles R. 8122-1 et R. 8122-2 ;
- Vu** le livre VII du Code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le livre III du Code de l'éducation ;
- Vu** le livre II du Code de l'action sociale et des familles ;
- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** le Code de la défense ;
- Vu** le décret n° 87-1116 du 24 décembre 1987 relatif à la déconcentration de la défense de l'Etat dans les actions d'Inspection de la législation du travail ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010, relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et Miquelon ;
- Vu** l'arrêté du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Sylvain LIAUME sur l'emploi de directeur adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion, chargé des fonctions de responsable du pôle entreprises, emploi et économie ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2018 portant nomination de Madame Lise RUEFLIN, directrice adjointe du travail, en tant que responsable du pôle « politique du travail » de la direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion ;

Vu l'arrêté du 5 avril 2019 portant nomination de Monsieur Michel-Henri MATTERA en tant que directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion.

**DECIDE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à Madame Lise RUEFLIN responsable du pôle politique du travail, à Monsieur Pierre MERCADER, adjoint au responsable du pôle politique du travail, à Madame Patricia LAURET et à Madame Christelle LIM-SU-KWAI responsables d'unités de contrôle

à l'effet de signer les décisions relevant du pouvoir propre du directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion et celles déléguées par la ministre du Travail dans le domaine des relations et conditions de travail suivant :

NATURE DU POUVOIR	TEXTE
<b>DISCRIMINATIONS</b> Décision d'opposition au plan pour l'égalité professionnelle	<b>Code du Travail</b> L. 1143-3 et D.1143-6
<b>CONSEILLERS DU SALARIE</b> Préparation de la liste des conseillers du salarié	<b>Code du Travail</b> D. 1232-4
<b>DEFENSEURS SYNDICAUX</b> Préparation de la liste des défenseurs syndicaux	<b>Code du Travail</b> L.1453-4
<b>RUPTURE CONVENTIONNELLE</b> Décision d'homologation ou refus d'homologation des conventions de rupture conventionnelle	<b>Code du Travail</b> L. 1237-14 et R. 1237-3
<b>CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE ET CONTRAT DE TRAVAIL TEMPORAIRE</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision accordant ou refusant l'emploi de salariés titulaires de contrats à durée déterminée pour remplacer un salarié dont le contrat de travail est suspendu à la suite d'un conflit de travail</li> <li>- Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à l'interdiction de conclure un contrat de travail à durée déterminée pour effectuer certains travaux dangereux</li> <li>- Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à l'interdiction de recourir au travail temporaire pour effectuer certains travaux dangereux, pour remplacer un salarié dont le contrat de travail est suspendu à la suite d'un conflit collectif de travail, ou pour remplacer un médecin du travail</li> </ul>	<b>Code du Travail</b>  L. 1242-6 D. 1242-5  L. 1242-6 et D.1242-5L.4154-1, D.4154-3 à D.4154-6  L. 1251-10 et D. 1251-2

<p><b>GROUPEMENT D'EMPLOYEURS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs n'entrant pas dans le champ d'application d'une même convention collective</li> <li>- Décision accordant ou refusant d'accorder ou retirant l'agrément d'un groupement d'employeurs</li> <li>- Demande au groupement d'employeurs de choisir une convention collective</li> </ul>	<p><b>Code du Travail</b> L.1253-17 et D. 1253-7 à D.1253-11</p> <p>R. 1253-19 à R. 1253-27</p> <p>R. 1253-26</p>
<p><b>EXERCICE DU DROIT SYNDICAL</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de délégué syndical</li> <li>- Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de représentant de section syndicale</li> </ul> <p><b>MESURE DE L'AUDIENCE DE LA REPRESENTATIVITE SYNDICALE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Publication de la liste des organisations syndicales admises au scrutin</li> <li>- Validation des propagandes électorales</li> <li>- Traitement des recours gracieux sur les listes électorales du scrutin de mesure de l'audience des organisations syndicales concernant les entreprises de moins de onze salariés</li> </ul>	<p><b>Code du Travail</b> L. 2143-11 et R. 2143-6</p> <p>L. 2142-1-2, L. 2143-11 et R. 2143-6</p> <p>L. 2122-10-1 et suivants</p> <p>R. 2122-21 et suivants</p> <p>R. 2122-21 et R.2122-23</p>
<p><b>INSTITUTIONS REPRESENTATIVES DU PERSONNEL</b></p> <p>► <b>Comité d'entreprise</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Surveillance de la dévolution des biens du comité d'entreprise en cas de cessation définitive</li> </ul> <p>► <b>Comité de groupe</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision de répartition des sièges entre les élus du ou des collèges électoraux</li> <li>- Désignation de remplaçant d'un représentant du personnel ayant cessé ses fonctions</li> </ul> <p>► <b>Comité d'entreprise européen</b> Décision accordant ou refusant l'autorisation de suppression du comité d'entreprise européen</p> <p>► <b>Comité social et économique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Reconnaissance du caractère d'établissement distinct ou de la perte de la qualité d'établissement distinct</li> <li>- Décision de répartition du personnel dans les collèges électoraux et de répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel</li> </ul>	<p><b>Code du Travail</b></p> <p>R. 2323-39</p> <p>L. 2333-4, R. 2332-1</p> <p>L. 2333-6</p> <p>L. 2345-1, R. 2345-1</p> <p>L. 2313-5, L. 2313-8 R. 2313-1, R. 2313-2, R. 2313-5</p> <p>L. 2313-6 L. 2314-13, R. 2314-3</p>

<p>► <b>Comité central d'entreprise</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision de répartition du personnel dans les collèges électoraux et de répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel</li> </ul>	<p>R. 2316-2</p>
<p><b>DUREE DU TRAVAIL</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue de travail</li> <li>- Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale moyenne du travail</li> <li>- Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne du travail dans un secteur sur le plan local, départemental ou interdépartemental</li> <li>- Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne du travail pour les employeurs qui ne relèvent pas des décisions prévues à l'article R. 3121-26 du code du travail</li> <li>- Décision accordant ou refusant une dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne et absolue dans le secteur de la production agricole</li> </ul>	<p><b>Code du Travail</b> L. 3121-20, R. 3121-10</p> <p>L. 3121-24 R. 3121-11 et R. 3121-10</p> <p>L. 3121-25, R. 3121-14</p> <p>R. 3121-16</p> <p><b>Code Rural et de la Pêche Maritime</b> L. 713-13, R. 713-3</p>
<p><b>DISPOSITIONS DIVERSES ET PARTICULIERES DANS LE SECTEUR DU BTP</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision désignant les membres des commissions instituées auprès des caisses de congés payés du BTP</li> <li>- Décision déterminant les périodes d'arrêt saisonniers de travail par suite d'intempéries pour les entreprises du BTP</li> </ul>	<p><b>Code du Travail</b></p> <p>D. 3141-35</p> <p>D. 5424-8 à D. 5424-10</p>
<p><b>ACCORD D'INTERESSEMENT, ACCORD DE PARTICIPATION ET REGLEMENT D'UN PLAN D'EPARGNE SALARIALE</b></p> <p>► <b>Accusé de réception des dépôts</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des accords d'intéressement</li> <li>- des accords de participation</li> <li>- des plans d'épargne salariale et de leurs règlements</li> </ul> <p>► <b>Décision de de retrait ou de modification de dispositions illégales</b></p>	<p><b>Code du Travail</b></p> <p>L. 3345-1 et, D 3345-5</p> <p>L. 3313-3 et D. 3313-4 L. 3323-4 et D. 3323-7 L. 3332-9 et R. 3332-6</p> <p>L. 3345-2 et D. 3345-1 et suivants</p>
<p><b>EGALITE PROFESSIONNELLE HOMME/FEMME</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision de pénalité pour défaut de négociation relative à l'égalité professionnelle</li> </ul>	<p><b>Code du Travail</b></p> <p>L. 2242-2, L. 2242-8, et R. 2242-2 à R. 2242-11</p>



HYGIENE ET SECURITE	Code du Travail
<p>► <b>Local dédié à l'allaitement :</b>            Décisions d'autorisation ou de refus de dépasser provisoirement le nombre maximal d'enfants pouvant être accueillis dans un même local</p>	R. 4152-17
<p>► <b>Aménagement des lieux et postes de travail</b></p>	R. 4216-32
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision accordant ou refusant une dispense d'application de certaines dispositions du Code du travail en matière de conception des lieux de travail relatives au risque d'incendie, d'explosion et évacuation</li> </ul>	R. 4227-55
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision accordant ou refusant une dispense d'application de certaines dispositions du Code du travail en matière d'utilisation des lieux de travail relatives au risque d'incendie, d'explosion ou évacuation</li> </ul>	R. 4533-6 et R. 4533-7
<p>► <b>Prévention des risques liés à certaines opérations</b>            Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 du Code du Travail</p>	R. 4221-1 ; article 3 arrêté du 23 juillet 1947 modifié
<p>► <b>Travaux insalubres ou salissants</b>            Décision accordant ou refusant une dispense à l'obligation de mettre à disposition du personnel des douches journalières lorsque les travaux visés s'effectuent en appareil clos</p>	Décret n° 2013-973 du 29 octobre 2013
<p>► <b>Risques particuliers dans les établissements pyrotechniques</b></p>	R. 4462-30
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité</li> </ul>	R. 4462-30
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande de transmission des compléments d'information</li> </ul>	R. 4462-30
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande d'essais complémentaires par un organisme compétent nécessaires à l'appréciation des risques éventuels et de l'efficacité des moyens de protection</li> </ul>	R. 4462-30
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation aux articles R. 4462-10, R. 4462-13, R. 4462-17 à 21, R. 4462-32 du Code du Travail</li> </ul>	R. 4462-36
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation en cas d'incompatibilité entre les dispositions du Code du Travail et les exigences fixées par d'autres réglementations en vue de la mise en œuvre d'impératifs de sécurité et lorsque qu'un niveau de sécurité des travailleurs le plus élevé possible peut être atteint par l'application de mesures compensatoires</li> </ul>	R. 4462-36 Article 8 décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005
<p>► <b>Règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique</b></p>	R. 4462-36
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité et décision de prolongation du délai d'instruction</li> </ul>	

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision demandant au maître d'ouvrage d'effectuer ou faire effectuer les essais ou travaux complémentaires à l'appréciation des risques et de l'efficacité des mesures ou moyens de protection envisagés</li> </ul> <p>► <b>Mises en demeure sur les principes généraux de prévention et obligation générale de santé et sécurité</b></p> <p>► <b>Dispositions pénales :</b> Avis au tribunal sur le plan de réalisation des mesures propres à rétablir des conditions normales de santé et de sécurité au travail</p> <p><b>SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision d'agrément d'un service de santé au travail</li> </ul> <p><b>ENREGISTREMENT DES INTERVENANTS EN PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS</b></p>	<p>L. 4721-1</p> <p>L. 4741-11</p> <p>D. 4622-48 à D. 4622-52</p> <p>L. 4644-1, D. 4644-6 à D. 4644-11</p>
<p><b>INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS INVOLONTAIREMENT PRIVES D'EMPLOI</b></p> <p>Détermination du salaire de référence pour les travailleurs migrants</p>	<p><b>Code du Travail</b></p> <p>R. 5422-3 et R. 5422-4</p>
<p><b>CONTRAT D'APPRENTISSAGE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décision de suspension du contrat d'apprentissage avec maintien de la rémunération</li> <li>- Décision autorisant ou refusant d'autoriser la reprise du contrat d'apprentissage</li> <li>- Décision d'interdiction, pour une durée déterminée, de recrutement de nouveaux apprentis ou de jeunes en contrat d'insertion en alternance</li> <li>- Décision mettant fin ou refusant de mettre fin à l'interdiction de recruter de nouveaux apprentis et fin de l'interdiction</li> <li>- Décision d'enregistrement des contrats d'apprentissage public</li> </ul>	<p><b>Code du Travail</b></p> <p>L. 6225-4 et R. 6225-9</p> <p>L. 6225-5</p> <p>L. 6225-6, R. 6225-10 à R. 6225-12</p> <p>R. 6225-11</p> <p>Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 modifié par la loi n°97-940 du 16 octobre 1997 article 20</p>

<p><b>CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION</b>  Décision de retrait de l'exonération des cotisations sociales</p>	<p><b>Code du Travail</b>  R. 6325-20</p>
<p><b>DEPOT DES COMPTES ANNUELS DES SYNDICATS PROFESSIONNELS DE SALARIES OU D'EMPLOYEURS</b>  Communication des comptes des organisations syndicales et professionnelles dont les ressources sont inférieures à 230 000 euros</p>	<p><b>Code du Travail</b>  L. 2135-5 et D. 2135-8</p>
<p><b>TRAVAIL A DOMICILE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande de vérification de la comptabilité du donneur d'ouvrage</li> <li>- Avis au Préfet sur la composition de la commission départementale compétente pour donner un avis sur les temps d'exécution</li> </ul>	<p><b>Code du Travail</b></p> <p>R. 7413-2</p> <p>R. 7422-2</p>
<p><b>CONTRIBUTION SPECIALE POUR EMPLOI D'ETRANGER SANS TITRE DE TRAVAIL</b>  Engagement de la procédure préalable à la décision de l'OFIL et avis sur la possibilité de faire application de la règle de Solidarité financière du donneur d'ordre</p>	<p><b>Code du Travail</b></p> <p>L. 8254-4, D. 8254-7 et D. 8254-11</p>
<p><b>AMENDES ADMINISTRATIVES</b>  Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de manquement, pour un employeur établi à l'étranger, à l'obligation de déclaration préalable de détachement de salariés ou de désignation d'un représentant en France ou, pour un donneur d'ordre ou maître d'ouvrage, à l'obligation de vigilance ou à l'obligation subsidiaire de déclaration</p> <p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de non-respect de la décision de suspension temporaire de la réalisation d'une prestation de services internationale illégale en France</p> <p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de manquement pour un employeur établi à l'étranger ou pour son représentant en France, à l'obligation de présenter les documents exigibles traduits en langue française concernant le détachement de salariés sur le territoire national</p> <p>Engagement de la procédure de sanction administrative en cas de non-respect des règles encadrant le recours aux stagiaires par l'organisme d'accueil</p>	<p><b>Code du Travail</b></p> <p>Article L. 1264-1, L.1264-2, L. 1264-3  R. 8115-1, R. 8115-2 et R. 8115-5</p> <p><b>Code du Travail</b></p> <p>Articles L. 1263-6, R. 8115-1, R. 8115-2 et R. 8115-5</p> <p><b>Code du Travail</b></p> <p>Articles L. 1263-7, L. 1264-1, L. 1264-3  R. 8115-1, R. 8115-2 et R. 8115-5</p> <p><b>Code de l'Education</b></p> <p>Article L. 124-17</p> <p><b>Code du Travail</b></p> <p>Articles R. 8115-1, R. 8115-2 et R. 8115-6</p>

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à Madame Lise RUEFLIN responsable du pôle politique du travail et, en cas d'absence de celle-ci à :

- Monsieur Pierre MERCADER, adjoint au responsable du pôle politique du travail

et, en cas d'absence de celui-ci à :

- Madame Patricia LAURET et à Madame Christelle LIM-SU-KWAI, responsables d'unités de contrôle

à l'effet de signer les mémoires en défense produits devant le tribunal administratif de La Réunion et traitant de l'une des thématiques nommément désignées ci-dessus, relevant du pouvoir propre du directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence de Monsieur MATTERA, délégation de signature est donnée à Monsieur Sylvain LIAUME directeur adjoint de la direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion à l'effet de signer les décisions, actes administratifs, avis et correspondances mentionnés ci-dessous :

<b>AMENDES ADMINISTRATIVES</b>	
Prononcé de l'amende en cas de manquement, pour un employeur établi à l'étranger, à l'obligation de déclaration préalable de détachement de salariés ou de désignation d'un représentant en France ou, pour un donneur d'ordre ou maître d'ouvrage, à l'obligation de vigilance ou à l'obligation subsidiaire de déclaration	<b>Code du Travail</b> Article L. 1264-1, L.1264-2, L. 1264-3 R. 8115-1, R. 8115-2 et R. 8115-5
Prononcé de l'amende en cas de non-respect de la décision de suspension temporaire de la réalisation d'une prestation de services internationale illégale en France	<b>Code du Travail</b> Articles L. 1263-6, R. 8115-1, R. 8115-2 et R. 8115-5
Prononcé de l'amende en cas de manquement pour un employeur établi à l'étranger ou pour son représentant en France, à l'obligation de présenter les documents exigibles traduits en langue française concernant le détachement de salariés sur le territoire national	<b>Code du Travail</b> Articles L. 1263-7, L. 1264-1, L. 1264-3 R. 8115-1, R. 8115-2 et R. 8115-5
Prononcé de l'amende en cas de non-respect des règles encadrant le recours aux stagiaires par l'organisme d'accueil	<b>Code de l'Education</b> Article L. 124-17 <b>Code du Travail</b> Articles R. 8115-1, R. 8115-2 et R. 8115-6

<b>TRANSACTIONS PENALES</b> Etablissement de la proposition de transaction prévue par l'article R.8114-3 du Code du travail, pour les infractions listées à l'article L.8114-4 du même Code	<b>Code du Travail</b> <b>Article L. 8114-4, R. 8114-3</b>
--	---

**ARTICLE 4 :** l'arrêté DIECCTE/SG-2018-47 du 3 décembre 2018 portant délégation de signature des compétences propres relevant du champ des politiques du travail est abrogé.

**ARTICLE 5 :** La présente décision est exécutoire à compter du 13 mai 2019.

**ARTICLE 6:** Le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion, et les délégataires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de La Réunion.

Le directeur des entreprises, de la concurrence, de  
la consommation,  
du travail et de l'emploi



Michel-Henri MATTERA